212 pages de ce volume sont consacrées à l'exposé ou *information* que l'un des avocats défenseurs, le célèbre Jean-Baptiste Minetti, a rédigé en latin pour retracer la vie de la Servante de Dieu, ses vertus en général, ainsi que les traits relatifs aux vertus théologiques et cardinales, les dons surnaturels dont elle fut comblée, la renommée de sainteté dont elle jouit dès son vivant et qui, depuis sa mort, a subsisté sans interruption jusqu'à nos jours, les grâces et les miracles obtenus par son intercession, la revision que Calixte III fit faire en 1455 de l'inique jugement par lequel Jeanne d'Arc fut condamnée à mort, enfin les dépositions des témoins, recueillies sous le sceau du serment, au cours du procès canonique fait à Orléans en 1874 et 1875.

Les documents proprement dits viennent ensuite et vont jusqu'à la page 350. Cette première partie du volume est complétée, de la page 350 à la page 400, par les lettres postulatoires que NN. SS. les archevêques et évêques, ainsi que d'autres personnes, ont adressées au Souverain-Pontife pour obtenir l'introduction de la cause en Cour de Rome. La série de ces lettres se termine par celle du feu Comte de Chambord, Henri V.

Il y a ensuite un appendice de onze pages, avec numération distincte, concernant les témoignages recueillis sur les faits miraculeux attribués à l'intercession de Jeanne d'Arc.

La seconde partie du volume est toute consacrée aux débats sur la question de savoir si la cause de béatification et de canonisation de l'héroïque Pucelle d'Orléans peut être introduite en Cour de Rome. C'est là qu'on discerne avec quel soin attentif — et qui, de prime abord, pourrait sembler méticuleux, — la Congrégation des Rites veille à éviter tout péril d'erreur avant de proposer au Souverain-Pontife que les héros de la perfection chrétienne soient élevés à l'honneur des autels.

LES COLLEGES CLASSIQUES DU DIOCESE DE MONTREAL

Le Collège de Joliette.

(Suite).

Cette date (1) mérite d'être conservée précieusement, car elle

(1) 22 septembre 1846 (voir la Semaine Religieuse du 2 décembre 1893.)